

Cameroun : au bord de l'affrontement

LE Cameroun, à son tour, connaît depuis plusieurs mois l'effervescence de la revendication démocratique. On peut simplement s'étonner que ce pays ait été atteint un peu plus tard que les autres, alors qu'il est (ou qu'il était, jusqu'à une date récente), un peu plus développé que ses voisins, et que la scolarisation et l'urbanisation y sont plus avancées qu'ailleurs. Dans ce mouvement continental aussi, le Cameroun manifeste son originalité.

La province se rebiffe

Le scénario habituel veut que ce soit la capitale qui donne le signal de « l'agitation ». Au Cameroun, c'est en province que le mouvement s'est manifesté d'abord avec le plus de vigueur. Et plus particulièrement dans les provinces anglophones unies à l'ex-Cameroun français depuis octobre 1961. La Réunification avait alors été choisie démocratiquement par les ressortissants du « *Southern Cameroon* » : ils préféreraient retrouver les « frères » dont ils avaient été séparés depuis la fin du Kamerun allemand, plutôt que d'être totalement absorbés par un Nigeria trop puissant. Mais les conditions mêmes de cette union, peu à peu transformée en fusion, laissèrent un goût amer. Moins sans doute sur le plan économique que sur le plan politique ou administratif. L'installation d'une administration de type français, le dépérissement progressif des institutions traditionnelles (*local councils*, chefferies,

développement communautaire) ont été les éléments d'un cheminement à marche forcée, sous la fêrule autoritaire d'Ahmadou Ahidjo, vers la constitution d'un État unitaire (en 1972, la République fédérale cède la place à la République unie). Mais surtout, les anglophones avaient goûté vers la fin de la domination anglo-nigériane à une vie relativement démocratique et n'appréciaient guère l'omniprésence du parti « unifié » dans lequel avaient dû se fondre les formations politiques précédentes. Enfin, ils se plaignaient d'une interprétation univoque du bilinguisme qui, disaient-ils, consistait surtout à apprendre le français aux anglophones. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que la revendication démocratique se soit exprimée d'abord dans ce milieu anglophone, éloigné de la capitale. Bamenda (150 000 habitants en 1991, la cinquième ville du pays) a vu naître, au début de l'année 1990, le SDF (*Social Democratic Front*), mais a connu aussi les premiers morts lors d'une manifestation.

Les autres provinces ont suivi le mouvement, avec des raisons et des motivations diverses. Le Nord avait bénéficié naguère de l'attention vigilante d'Ahidjo et s'estimait délaissé depuis l'accession au pouvoir de Biya. Il avait en outre subi une répression sévère après le coup d'État manqué de 1984. Des émeutes se sont déroulées à Ngaoundéré, Garoua et Maroua. Le littoral aussi s'est enflammé, suivi de la province de l'Ouest : Douala, Dschang, Bafoussam, Foumban ont été suc-

cessivement les principaux lieux de la contestation. Avec à chaque fois des manifestations identiques : défilés dans les rues ou meetings pour réclamer les libertés publiques, la tenue d'une conférence nationale et l'amnistie pour les prisonniers politiques, quelques actes de vandalisme et la répression policière. Dans chacune de ces villes ou presque, le bilan est lourd : quelques morts, des blessés nombreux, des arrestations et une situation de plus en plus tendue que les forces de l'ordre ne maîtrisent pas.

Bien après la province, Yaoundé à son tour s'est enflammée. Pourquoi ce retard ? La fonction même de capitale entraîne une plus forte présence des forces de maintien de l'ordre (armée, police, gendarmerie) et, bien sûr, un nombre de fonctionnaires plus important qu'ailleurs : la fonction publique est de loin la première source d'emplois de la ville. Pourtant, les manifestations ont été violentes là aussi et plus particulièrement à l'université.

L'Université de Yaoundé

Elle abrite quelques dizaines de milliers d'étudiants et recrute ses effectifs dans toutes les régions. Elle a, comme en bien d'autres pays, toujours été plus ou moins un foyer de contestations sporadiques. Mais le pouvoir, par le biais d'une association d'étudiants fidèle au parti, contrôlait jusqu'alors à peu près la situation. La revendication démocratique s'est greffée sur une inquiétude générale, plus vive à l'approche des examens. Elle est tout simplement celle de l'emploi : l'État ne recrute pratiquement plus de fonctionnaires, et le secteur privé licencie. Avec ou sans diplôme, l'avenir est sombre. Et il n'est pas sans inté-

rêt de constater la jonction qui s'est opérée entre les étudiants inquiets et les « déjà-laissés-pour-compte », petits colporteurs ou vendeurs à la sauvette, joliment dénommés les « sauveteurs », qui sont souvent des exclus du système scolaire vivant de petits boulots précaires et en butte aux tracasseries policières.

Si les étudiants sont souvent à la pointe des manifestations, c'est aussi parce que, dans ce contexte, les jeunes diplômés n'ont rien à perdre à contester des institutions dont ils ne peuvent plus rien attendre. D'autant qu'ils savent, comme les autres contestataires, que nulle puissance extérieure ne viendra au secours de leurs gouvernants, ni l'ancien bloc communiste, ni les USA qui se désintéressent totalement de l'Afrique, ni la France dont le Président a dit clairement à La Baule qu'il était temps de penser à instaurer la démocratie et à respecter les Droits de l'homme.

Après quelques manifestations, l'armée a occupé le campus au début du mois de mai : plusieurs morts (5 ou 6 dit-on), des disparitions mystérieuses, une ou deux dizaines de blessés et quelques viols ont constitué le bilan de cette opération. Bien sûr, celle-ci a considérablement aggravé la tension qui s'est manifestée par des affrontements entre les « parlementaires » réclamant la démocratie, à l'université comme dans le pays, et les « groupes d'auto-défense » fidèles au régime.

Les raisons

Une crise urbaine grave

Alors que les paysans ont de bonnes raisons de se plaindre à la suite de l'effondrement dramatique

des cours du café, du cacao, du coton (mais au moins n'ont-ils pas la hantise, sauf exceptions, de la nourriture quotidienne), c'est dans les villes que le mouvement de contestation a pris essor. C'est le résultat d'une crise urbaine grave : moins d'argent pour l'État, et aussi pour les communes, revendications contre les « grands », la prévarication, les constructions somptuaires de la capitale. La crise se traduit aussi par l'augmentation démesurée du nombre des sans emplois (que le secteur « informel » n'est plus en mesure d'absorber), et une dégradation importante de l'ensemble des services publics. Les « désinvestissements » du secteur privé (et notamment des entreprises étrangères) se font sentir gravement dans les grandes villes. Douala est la plus touchée et sa situation économique contribue à raviver l'opposition qu'elle a longtemps manifestée vis-à-vis de la capitale où le pouvoir a, jusqu'à une date récente, concentré l'essentiel des investissements consacrés au développement urbain.

L'ajustement structurel

Le Cameroun, après bien d'autres, a dû passer lui aussi par les fourches caudines du FMI pour pouvoir bénéficier de nouveaux prêts. Ce qui se traduit essentiellement par le désengagement de l'État. L'arrêt du recrutement de fonctionnaires aggrave le chômage des diplômés. Les entreprises étatiques et para-étatiques se trouvent aussi en difficulté. Ces sociétés d'État ont largement contribué à l'endettement du pays sans que son économie en tire beaucoup de bénéfices. La plupart d'entre elles, en effet, ont connu rapidement des déficits importants dus à des causes diverses : incompétence ou malhon-

nêteté des dirigeants, personnel pléthorique recruté suivant des critères de parenté plus que de compétence, non paiement par l'État de ses dettes, ou tout simplement mauvaise évaluation du programme ou des débouchés commerciaux. Le retrait de l'État préconisé par le FMI se traduit soit par la fermeture pure et simple des dites entreprises, soit par leur privatisation. Mais il n'est pas sûr que le slogan inventé par le gouvernement camerounais lors de la privatisation de la SNI (Société nationale d'investissement). — « *Nous avons aidé ces fruits à mûrir, maintenant ils peuvent vous appartenir* » — soit suffisant pour que les investisseurs se précipitent.

Un autre aspect du désengagement de l'État est constitué par la baisse des budgets publics, qui se traduit, le plus souvent, par un arrêt des investissements et par une dégradation des services sociaux. Certes, dans la panoplie des équipements, les hôpitaux, les lycées ou les écoles existent toujours, mais outre qu'ils sont mal entretenus, leur fonctionnement est déficient : manque de médicaments pour les uns, surcharge des classes pour les autres (on compte souvent 100 élèves par classe dans le secondaire... et encore plus dans le primaire). Dans ce domaine aussi, le relais est pris parfois par le secteur privé. Il y a longtemps que des établissements de soins privés (souvent confessionnels) complètent la couverture sanitaire officielle et depuis peu, les cliniques privées fleurissent, qui permettent au moins à une clientèle aisée d'être soignée plus correctement que dans les hôpitaux publics.

Un pouvoir usé

L'État tourne au ralenti faute d'argent. Et bon nombre de fonc-

tionnaires ne travaillent plus guère. Il est significatif que dans la plupart des bureaux règne un absentéisme assez grand ; les présents discutent politique ou lisent les journaux (il y a de quoi faire chaque jour désormais !) mais le rendement est faible.

Paul Biya avait pourtant suscité beaucoup d'espoirs. Les premiers mois de son arrivée au pouvoir avaient laissé entrevoir une petite révolution pacifique : relative liberté de la presse, remplacement de la plupart des dirigeants des entreprises nationales, volonté affirmée de donner priorité à la compétence sur les relations clientélistes. Mais le régime s'est durci après la tentative de coup d'État d'avril 1984. Progressivement, le Président a chaussé les bottes de son prédécesseur et, symboliquement, rappelé près de lui quelques chefs musclés comme l'ancien responsable de la police politique d'Ahidjo.

Les forces en présence

L'ouverture récente (le multipartisme a été instauré en décembre 1990) s'est manifestée par une floraison de partis politiques, dont certains, dit-on, suscités par le pouvoir en place. Ils doivent être déclarés et agréés. Malgré les réticences manifestées parfois par le ministère en charge de l'Intérieur, ils sont plus de vingt, parmi lesquels trois ou quatre semblent émerger. Le plus ancien, celui dont on aurait pu penser qu'il jouerait un rôle de premier plan est l'UPC (Union des populations du Cameroun). Premier partisan de la décolonisation, il avait lutté durant des années pour l'indépendance et la réunification. Ses leaders, dans le maquis pendant des années, ou en exil, avaient maintenu le flambeau de la lutte contre

le néo-colonialisme. Au moment où il retrouve une activité légale, il se déchire en factions rivales, où les querelles de personnes et les interprétations divergentes de l'idéologie marxiste (ou de ce qu'il en reste !) conduisent à autant de tendances ou de chapelles. L'un des chefs historiques, longtemps exilé en Europe, Woungly Massanga, s'est rallié à Biya (pour mieux assurer le succès de la démocratisation, dit-il). Le parti est dirigé actuellement par un Douala, le prince Dika Akwa. Malgré la concurrence pour le leadership, il reste cependant un parti de militants. Une autre formation importante, l'UNDP (Union nationale pour la démocratie et le progrès) a été constituée par des nostalgiques d'Ahidjo :

Nous n'avons pas à rougir du bilan du « Père de l'indépendance » dit l'un de ses anciens ministres, qui fut longtemps secrétaire général de la Présidence, Samuel Eboua. Son recrutement est national, même si c'est dans les provinces du Nord que son audience est la plus étendue. Il est soutenu aussi par quelques hommes d'affaires de Douala.

Le SDF de John Ndu Fridi a rassemblé d'abord des originaires de l'ouest anglophone, où il est né, mais son recrutement s'est sensiblement élargi, en particulier en pays bamiléké et à Douala.

Ndam Njoya, le leader de l'UDC (Union démocratique du Cameroun) est une personnalité respectée (ancien et éphémère ministre de l'Éducation d'Ahidjo, il a gardé une grande audience auprès des étudiants et des intellectuels). Il se veut le défenseur de la rigueur et de l'intégrité morale. Son appartenance à une ethnie minoritaire (il est bamoun) pourrait en faire un homme de consensus, acceptable par beaucoup car il est à la fois ori-

ginaire de l'ouest et musulman. Le ralliement spectaculaire à ce parti de Moussa Yaya, l'un des anciens « barons » d'Ahidjo, de même que celui d'un certain nombre de Bédi (intellectuels, hommes d'affaires) ont été un renfort précieux pour élargir son audience à l'ensemble du pays.

Parmi les partis plus modestes, le MSD (Mouvement social pour la démocratie) s'affirme social-démocrate. Il a été fondé par Me Yondo Black, un avocat qui fut à la pointe du mouvement pour la démocratie et les Droits de l'homme, et a payé d'un séjour en prison son action.

Un tel bouillonnement politique peut faire craindre une grande dispersion des forces d'opposition. Il est certain que ces partis n'ont pas le même programme et qu'existent des ambitions personnelles marquées. Il faut retenir cependant qu'ils ont su se mettre d'accord pour constituer une « coordination nationale », protester contre la répression, accuser le pouvoir de laisser se développer le vandalisme et réclamer avec insistance la tenue d'une conférence nationale. C'est d'ailleurs une réunion de cette coordination, au domicile de l'un des chefs de parti, que le pouvoir a voulu empêcher dans la nuit du 4 au 5 juillet. Le front commun des partis d'opposition, déterminés, peut présenter une solution alternative crédible au régime actuel.

Reste aussi le RDPC, héritier de l'ancien parti d'Ahidjo, mais tenu fermement par les partisans de Biya. Malgré la rente de situation que lui vaut son occupation du pouvoir, de nombreuses personnalités le quittent actuellement. Il est lui-même divisé et les sections de Douala par exemple sont pratiquement en état de sécession : leur lea-

der local, Jean Jacques Ekindi, réclame, lui aussi, conférence nationale et élections libres. C'est donc l'ensemble des forces vives de la métropole économique qui se trouve en opposition à la capitale.

L'affrontement tribal

L'un des aspects les plus inquiétants de la situation actuelle réside dans les rivalités ethniques qui paraissent plus vives que jamais. Des tracts circulent, qui appellent à l'action violente. De ce point de vue, les tensions politiques très fortes qui règnent à l'heure actuelle au Cameroun, notamment le fond de rivalités ethniques entre « Bamiléké » et « Bédi », ne sont pas sans rapports avec l'ajustement structurel. Les seconds (entendons le terme « Bédi » au sens très large, en gros les groupes du Sud et de l'Est forestier) ont attendu leur développement des interventions de l'État et la promotion individuelle de leur participation à la fonction publique. Les gens de l'Ouest (Bamiléké proprement dits, mais aussi les « anglophones ») ont misé davantage sur l'entreprise privée. Ces derniers retirent de l'orientation actuelle l'avantage d'être « partis » les premiers sur le plan économique. Ils ont depuis longtemps investi davantage dans les carrières de la technocratie (ingénieurs, gestion d'entreprises) que dans la fonction publique proprement dite et pourraient donc tirer plus que d'autres quelques bénéfices de la privatisation. Dans un contexte différent, les « nordistes » ont bénéficié longtemps de la complaisance du gouvernement à l'époque d'Ahidjo (notamment les « Alhadji ») ou bien ont utilisé la conversion à l'islam comme passage obligé vers la fonction publique ; tout ceci est remis

en question et ce n'est sans doute pas étranger au rejet par les provinces du Nord du régime actuellement en place à Yaoundé.

Scénarios de sortie de crise

Le pays a gardé le souvenir douloureux des premières années de l'indépendance et nombreux sont ceux qui ont la hantise de la guerre civile. C'est peut être aussi ce qui explique le relatif retard, par rapport à d'autres pays africains, de la revendication démocratique. La sagesse peut certes encore l'emporter, il faudrait pour cela que le chef de l'État accepte enfin de rencontrer l'opposition...

Le pourrissement n'est pas à exclure, le régime semble miser sur un essoufflement progressif de la contestation, que pourrait accélérer la répression policière. Mais il n'en est rien pour l'instant.

On peut craindre aussi une « libanisation » progressive avec des affrontements ethniques violents, ou des pogroms qui pourraient conduire l'armée à intervenir. Celle-ci joue d'ores et déjà un rôle important puisqu'elle a reçu des pouvoirs accrus dans 7 des 10 provinces camerounaises. On la voit mal pourtant tenter l'aventure d'un coup d'État. Elle est d'ailleurs elle-même divisée, Ahidjo ayant bien pris soin de distribuer les responsabilités de commandement de manière équilibrée entre les originaires des différentes provinces.

Le Président impuissant ?

Le président Paul Biya est toujours en retard d'une réforme, il a en permanence essayé de gagner du temps. Il s'estime pourtant le

« meilleur élève » en matière de démocratisation a-t-il déclaré lors de sa dernière visite à l'Élysée. La nomination d'un premier ministre a été insuffisante (un technocrate estimé des institutions internationales comme en d'autres pays africains), pour témoigner de sa volonté de renouveau. D'ailleurs se demandent les opposants quel pouvoir a-t-il, quel rôle peut-il jouer ? Il a sans doute été nommé trop tard pour jouer le rôle de fusible protégeant un président dont les opposants réclament maintenant ouvertement le départ (alors que les premiers manifestants de Bamenda, en mai 1990, défilaient avec des pancartes souhaitant « *longue vie à Son Excellence Paul Biya* » et le félicitant de ses efforts pour l'instauration du multipartisme).

Conférence nationale ou pas ? En tout cas l'expérience douloureuse que vit actuellement le Cameroun montre qu'il n'est pas possible de soulever « un peu » le couvercle de la marmite : ou bien on le verrouille au prix d'une répression vigoureuse (dont l'efficacité au demeurant ne serait que provisoire) ou bien on l'enlève complètement. Et les « Lions indomptables » (1), ne sont plus là, comme en 1990, pour cimenter l'unité nationale.

Jacques Champaud

Octobre 1991

(1) Surnom de l'équipe nationale de football.